

Résolution

ENSEMBLE VERS L'AVENIR ! Notre vision d'une Europe unie

Il y a 60 ans, avec la signature des traités de Rome¹, commençait l'unification européenne, le projet de paix le plus réussi de l'Histoire. Mettant fin aux deux guerres mondiales du siècle dernier, l'intégration européenne a, depuis, largement contribué à la compréhension mutuelle et à la convergence des peuples européens. La coopération constamment renforcée au sein de l'Union Européenne (UE) est garante de la paix entre ses pays membres.

L'approfondissement de la coopération au sein de l'Europe a mis en place des avantages dans la vie quotidienne de ses citoyen(ne)s, en particulier des jeunes, dont ils ne peuvent aujourd'hui plus se passer. Même si, à l'origine, l'Union Européenne a été fondée sur un projet économique, elle est aujourd'hui beaucoup plus : les jeunes sont dès la crèche, dans leur quartier, à l'école mais aussi en apprentissage, pendant leurs études et dans leur travail entourés de cultures différentes. Ils peuvent voyager sans limite dans les autres pays de l'Union Européenne et utilisent naturellement l'Euro comme moyen de paiement. Dans la mesure où une union purement économique n'a pas de sens pour ces jeunes, ils ont tout particulièrement continué à développer les idées européennes. Ils aspirent à des échanges amicaux et de coopération.²

Aujourd'hui, l'Union Européenne est paralysée par une énorme crise : un pays, le Royaume-Uni, pour la première fois de l'histoire de l'UE, pris la décision de quitter l'Union. Les divergences d'opinion entre les Etats membres sont grandes dans beaucoup de domaines politiques et les gouvernements nationaux, la Commission Européenne et le Parlement Européen travaillent plus souvent les uns contre les autres que les uns avec les autres. Nous constatons, inquiet(è)s, que, dans certains pays membres, les principes de l'Etat de droit ainsi que de la séparation des pouvoirs sont remis en cause. Les frontières se ferment, les forces populistes et nationalistes se renforcent, s'organisent au sein du Parlement Européen voire même, dans certains Etats membres, s'emparent du pouvoir. Depuis longtemps, la question n'est plus seulement de savoir comment l'Union Européenne peut encore être approfondie. Au contraire, un retour en arrière est devenu concevable.

Cependant, les jeunes continuent d'être solidaires, de développer leurs échanges mutuels en prêtant attention aux différentes cultures d'Europe et aux particularités historiques.³ Même si le processus d'intégration est parsemé de nombreux défis, si faire converger les différentes opinions nécessite beaucoup d'énergie et s'il faudra toujours lutter pour trouver des compromis, nous, Jeunesse Rurale Catholique, croyons toujours très fort en les idées européennes. Nous, jeunes catholiques, croyons, sur la base de la vision chrétienne de l'Homme et de la doctrine sociale de l'Eglise, en une Europe diversifiée, libre et solidaire. Nous nous engageons pour l'amour de notre prochain et la solidarité avec les défavorisé(e)s, les exclu(e)s et les discriminé(e)s dans notre société. Nous, jeunes européen(ne)s, voulons façonner l'Europe

¹ Le 25 mars 1967, les chefs d'Etats et de Gouvernement d'Allemagne, de Belgique, de France, d'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas ont signé les traités de Rome instituant la Communauté Economique Européenne et la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique. Ces traités ont mis en place une assemblée parlementaire commune avec la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ainsi qu'une Cour des Comptes et un Comité Économique et Social.

² Au KLJB cela a lieu par exemple par l'engagement de jeunes au sein du MIJARC Europe ainsi que par un rassemblement commun avec le MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne), organisé conjointement par les deux organisations en 2018.

³ Par exemple dans le cadre du programme Erasmus+ financé par l'Union Européenne qui permet tous les ans à des jeunes de réaliser un échange entre les régions et cultures d'Europe (<http://de.statisticsforall.eu/maps-erasmus-students.php>).

– nous ne laisserons pas les nationalistes, les populistes et les réactionnaires détruire l'idée européenne.

NOUS VOULONS UNE EUROPE OUVERTE !

Nous constatons :

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui font usage des possibilités offertes par la libre circulation⁴ dans l'Union Européenne : voyager sans contrôle aux frontières, passer une partie de son parcours scolaire, universitaire ou apprentissage dans d'autres pays européens et se décider librement pour un emploi dans un autre pays membre de l'Union Européenne. Les enfants et les jeunes d'aujourd'hui sont la première génération à n'avoir connu ni contrôles aux frontières ni barrières douanières. La libre circulation rend les relations transfrontalières possibles, établit la paix et fait de nous des citoyens ouverts sur le monde. Elle ouvre des perspectives vers le futur et une vie meilleure. Pour la plupart des citoyen(ne)s européen(ne)s, en particulier pour les jeunes, les contrôles aux frontières entre les pays membres de l'Union Européenne sont devenus impensables.

Pourtant, la libre circulation à l'intérieur de l'Europe ne va plus autant de soi qu'il y a encore quelques années : les accords de Schengen sont partiellement suspendus et des contrôles aux frontières germano-autrichienne, franco-belge ou encore suédo-danoise ont été remis en place⁵. De plus, les appels au rétablissement durable de contrôles aux frontières se font entendre et des partis populistes dans plusieurs pays membres tentent d'imposer le repli national comme seule solution aux nombreux problèmes actuels. Bien que la libre circulation soit une des plus grandes conquêtes de l'intégration européenne, elle apparaît pour certains comme une menace à laquelle la xénophobie et le nationalisme sont la réponse.

Le repli national n'est pas seulement d'actualité aux frontières nationales, la politique d'immigration et d'asile est, elle aussi, attaquée de toutes parts. La fermeture des frontières extérieures et l'impossibilité de venir demander l'asile dans l'Union Européenne sans risquer sa vie poussent encore et toujours les migrant(e)s sur les routes dangereuses voire mortelles des Balkans et de la Méditerranée. Ce statu quo encourage le trafic de migrant(e)s et est diamétralement opposé aux valeurs fondamentales de l'Union Européenne : des hommes et des femmes se soumettent à des passeurs, payent des sommes exorbitantes et mettent en danger leur vie pour fuir leur pays miné par la guerre, la persécution ou l'exclusion sociale. Pendant la fuite, les enfants et les adolescents sont souvent les maillons faibles. A tout cela vient s'ajouter le règlement Dublin qui empêche une répartition juste et solidaire des réfugié(e)s en sollicitant de manière surproportionnée les Etats du sud de l'Europe.⁶

Nous estimons :

La libre circulation en Europe est une des conquêtes centrales de l'Union Européenne et ne doit pas être restreinte par des mesures à court terme et à courte vue prises par certains Etats membres. Au lieu de cela, l'acquis de Schengen devrait être élargi à tous les membres de l'UE.⁷

Nous souhaitons faire contrepoids aux parties du monde qui se replient derrière des mesures protectionnistes égoïstes, des interdictions d'entrée sur le territoire et des barrières physiques.

⁴ La libre circulation est le droit de choisir librement son lieu de séjour et son domicile dans tous les pays de l'Union Européenne (<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=457&langId=fr>).

⁵ Depuis le 12 novembre 2015 suite à la crise de l'accueil des réfugié(e)s des contrôles (aléatoires) aux frontières entre l'Autriche et l'Allemagne, entre l'Allemagne et de Danemark, entre le Danemark et la Suède ont été introduits ainsi qu'à l'entrée en France suite aux attentats terroristes du 13 novembre 2015.

⁶ Cf. décision de l'Assemblée Générale 2015 du KLJB « Bienvenue en Allemagne. Nos responsabilités envers les demandeurs d'asile ».

⁷ L'acquis de Schengen correspond à toutes les dispositions pour la suppression des contrôles réguliers aux frontières intérieures comprises dans l'Accord de Schengen. A l'heure actuelle, 22 membres de l'UE ainsi que l'Islande, le Lichtenstein, la Norvège et la Suisse y participent.

La libre circulation transfrontalière est et reste une condition indispensable à des échanges intenses entre les peuples européens. Nous, jeunes ruraux catholiques, refusons toute politique de repli, tous les contrôles aux frontières, les barrières et les murs.

La sécurisation des frontières extérieures de l'Union Européenne, qui doit garantir une immigration ordonnée vers l'Europe, ne doit pas mener à ce que le droit à l'asile de personnes qui fuient la guerre, la terreur, le changement climatique ou autres soit bafoué. Que l'Europe vienne en aide à ceux qui ont besoin !

C'est pour cela que nous nous positionnons clairement pour l'abrogation du système de Dublin⁸ – au lieu de cela, nous avons besoin d'une politique commune et unique de migration et d'asile qui prennent en compte les situations particulières, qui répartisse de manière juste les réfugié(e)s entre les Etats membres et par laquelle les Etats membres assument ensemble leur responsabilité morale et financière envers les réfugié(e)s. Les Etats-membres sont, de manière égale, dans l'obligation d'apporter une protection aux migrant(e)s sans différence d'origine ou de religion. Les facteurs individuels tels que le regroupement familial ou les connaissances linguistiques doivent être pris en compte.

Bien que la route des Balkans soit presque fermée et que des accords critiquables – tel que celui entre l'Union Européenne et la Turquie – aient réduit considérablement le nombre de migrant(e)s, le nombre de personnes en situation de besoin, lui, n'a pas diminué – notamment à cause de la dévastatrice guerre civile syrienne et d'autres conflits dans le monde. Des hommes et des femmes continuent de prendre d'énormes risques pour fuir la guerre et la terreur. Nous, jeunes européen(ne)s, ne voulons pas d'une « forteresse Europe » mais une Europe ouverte et tolérante pour qui l'accueil des migrant(e)s va de soi. L'Union Européenne doit offrir des voies sûres et légales d'accès aux migrant(e)s ainsi que combattre les causes de l'exil dans les pays d'origine. La politique de migration et d'asile a besoin d'un nouveau départ sur des bases solidaires !

C'est pourquoi nous demandons :

- De reconnaître, de garantir et de protéger la libre circulation comme valeur centrale de l'Union Européenne,
- la suppression de tous les contrôles actuellement en vigueur aux frontières entre les Etats membres,
- l'extension de l'acquis de Schengen à tous les pays membres de l'Union Européenne,
- la réorientation complète de la politique européenne de migration et d'asile sur des bases solidaires. Le règlement Dublin doit être supprimé et remplacé par un processus d'asile commun, unique, juste et transparent basé sur des quotas d'accueil ainsi qu'un mécanisme d'équilibre solidaire au sein de l'Union Européenne⁹,
- d'offrir des voies sûres et légales (par exemple par des visas humanitaires ou un programme de répartition) permettant aux migrant(e)s d'arriver dans l'Union Européenne, de leur garantir un accès juste au système européen de demande d'asile et de mettre fin aux débouchements illégaux qui criminalisent les migrant(e)s et les jettent aux mains des trafiquants et
- la création de mécanismes juridiques et pratiques permettant aux migrant(e)s de demander l'asile dans l'UE depuis leur pays d'origine ou du pays de transit.

⁸ Selon le système de Dublin, le pays compétent pour recevoir une demande d'asile est celui dans lequel le migrant est entré dans l'Union Européenne pour la première fois.

⁹ Les Etats pourraient se voir attribuer un contingent de réfugiés à l'aide d'une clé de répartition proportionnelle à la prospérité économique et le nombre d'habitants du pays (cf. décision de l'Assemblée Générale 2015 du KLJB « Bienvenue en Allemagne. Nos responsabilités envers les demandeurs d'asile »)

NOUS VOULONS UNE EUROPE DÉMOCRATIQUE !

Nous constatons :

Beaucoup de citoyen(ne)s européen(ne)s éprouvent un sentiment d'impuissance face à l'Union Européenne. L'élection des parlementaires européen(ne)s constitue certes une possibilité de participation, mais les pouvoirs du Parlement Européen restent encore trop réduits. Et pour cause, le fonctionnement des institutions européennes ne correspond pas à notre vision de la démocratie. Ainsi, des décisions importantes sont négociées dans les coulisses du Conseil Européen entre les chefs d'États et de Gouvernements et le Parlement Européen et les Parlements nationaux sont mis devant le fait accompli.

Un autre exemple du déficit démocratique de l'Union Européenne est le pouvoir d'initiative dans le processus législatif. Il est la compétence exclusive de la Commission Européenne et les membres du Parlement Européen n'ont donc pas la possibilité de proposer de nouveaux règlements et directives.

L'attitude eurosceptique de beaucoup de citoyen(ne)s européen(ne)s s'explique par le fait que la société n'a que très peu été associée dans l'évolution de l'Union Européenne. Les traités de Maastricht, Amsterdam et Nice ont été votés sans l'avis de la population, le Traité Constitutionnel a, lui, été refusé. Pourtant, depuis le traité de Lisbonne, il existe un mécanisme pour faire participer la société civile en convoquant un Congrès.¹⁰

Nous estimons :

Avec 28 Etats membres, 7 organes et une répartition complexe des compétences et des pouvoirs, le fonctionnement de l'Union Européenne est compliqué à comprendre pour ses citoyen(ne)s. Selon notre idée de la démocratie, il n'y a pas de place pour les décisions prises dans les coulisses, sans participation des membres élu(e)s du Parlement Européen. C'est pourquoi les relations entre les différents organes et leurs pouvoirs doivent être redéfinis dans le sens d'une UE plus démocratique. Ainsi, il sera possible de redorer l'image de l'UE auprès des citoyen(ne)s européen(ne)s. Les député(e)s doivent obtenir un droit d'initiative législative. De plus, les pouvoirs de contrôle restent insuffisant alors que les citoyen(ne)s ne se sentiront représenté(e)s que par Parlement fort et élu démocratiquement. Le cadre actuel des traités européens n'offre que des possibilités limitées d'évolution alors que nous avons besoin de réformes profondes afin de remédier au déficit démocratique. C'est pourquoi nous nous prononçons pour un changement des traités européens.

Le vote sur le Brexit nous a montré que beaucoup de ceux et celles qui ont voté "pour" l'ont fait pour influencer directement la politique au niveau européen, même si cela signifie la sortie de l'UE de leur pays¹¹. Dans le futur, les citoyen(ne)s doivent avoir plus de possibilités pour participer, par exemple par une utilisation plus intensive des mécanismes existants tels que l'initiative citoyenne européenne (ICE). L'ICE est un outil transnational de démocratie directe, elle est une chance pour la construction européenne et doit être consolidée comme véritable pouvoir d'initiative législative.

Les responsables politiques dans toute l'Europe sont dans l'obligation d'expliquer leurs décisions et de permettre des débats ouverts au sein des parlements nationaux et régionaux. Pour faire progresser l'Union Européenne, nous avons besoin d'un débat transnational sur notre conception du futur de l'Union Européenne. L'intégration européenne ne sera approfondie et soutenue par les citoyen(ne)s que si ceux-ci sont impliqué(e)s dans ce débat.

¹⁰ La procédure de convocation d'une Convention selon l'article 48 du Traité sur l'Union Européenne (TUE) garantit l'implication des représentants des parlements nationaux et du Parlement européen et restreint les pouvoirs de l'exécutif. Avant et pendant la convention, il est possible d'associer la société civile (<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:12008M048:fr:HTML>)

¹¹ http://www.focus.de/politik/ausland/zitate-von-briten-die-spaete-reue-der-brexit-waehler-immer-mehr-fordern-neuesreferendum_id_5700173.html

C'est pourquoi nous demandons :

- Une répartition claire des pouvoirs et des compétences entre les niveaux européens et nationaux selon le principe de subsidiarité et dans tous les domaines de politiques publiques,
- d'accorder au Parlement Européen un pouvoir d'initiative législative ainsi qu'une nouvelle définition des compétences de la Commission Européenne, qui ne doit pas seulement être la gardienne des traités mais aussi le Gouvernement de l'UE et organiser les processus politiques au sein de l'UE,
- l'extension de la procédure législative ordinaire et de la règle de la majorité qualifiée à tous les domaines de politiques publiques,
- la mise en place d'un mode de scrutin pour le Parlement Européen dans lequel les sièges seront répartis, non selon les résultats nationaux, mais à la proportionnelle des résultats obtenus par des partis politiques à l'échelle européenne. Le droit de vote sera commun et unique et les voix de chaque citoyen(ne) européen(ne) seront égales¹²,
- prendre en considération toutes les représentations régionales dans l'UE¹³,
- d'établir le Parlement Européen, organe démocratique et légitime de représentation des citoyen(ne)s européen(ne)s, comme première chambre et le Conseil Européen, comme deuxième du système législatif européen,
- la participation du Conseil Européen, et ainsi des gouvernements nationaux, seulement dans les prises de décisions où cela est nécessaire en vertu de principe de subsidiarité,
- plus de transparence de la part des institutions européennes et notamment dans les processus de décision,
- la convocation d'un Congrès européen¹⁴ avec la participation de la société civile pour faire évoluer les traités européens vers une intégration européenne approfondie,
- l'introduction d'un referendum européen afin de pouvoir consulter les citoyen(ne)s européen(ne)s sur des sujets tels que l'entrée en vigueur d'un nouveau traité,
- la consolidation de l'initiative citoyenne européenne pour permettre aux jeunes de contribuer activement à leur futur ainsi que son établissement en tant qu'instrument de démocratie directe dans le processus d'initiative législative du Parlement Européen,
- l'évolution de la communauté des Etats européens vers un Etat fédéral incarnant une politique commune, sociale et respectant le principe de subsidiarité,
- l'engagement de procédures d'infraction envers les Etats membres dans lesquels les principes de l'Etat de droit sont bafoués et
- l'introduction d'une Constitution Européenne dans laquelle figurent clairement les fondements sociétaux de l'Union Européenne.

NOUS VOULONS UNE EUROPE SOCIALE !

Nous constatons :

Ces dernières années, les inégalités sociales au sein de l'Union Européenne sont devenues flagrantes. Les Etats membres les plus touchés par la crise économique, financière et bancaire se sont retrouvés dans une situation très critique. Ils luttent encore contre les conséquences de la crise et pour rembourser leurs dettes. Les salaires sont descendus en dessous du seuil de pauvreté et les jeunes ont tout particulièrement souffert de cette fracture sociale¹⁵. Dans ces

¹² Il n'existe pas vraiment de partis européens, seulement des fédérations au niveau européen de partis nationaux. L'article 10 du TUE prévoit que « les partis politiques au niveau européen contribuent à la formation de la conscience politique européenne et à l'expression de la volonté des citoyens de l'Union ». Jusqu'ici, il n'y a pourtant ni de programme, ni de campagne, ni de têtes de liste communes.

¹³ Cela pourrait être atteint si le Parlement Européen constituait la première chambre et le Conseil Européen la deuxième, représentant les intérêts des Etats membres – comme c'est le cas en Allemagne avec le Bundestag et le Bundesrat.

¹⁴ Voir note de bas de page n°10.

¹⁵ Selon la Commission Européenne, les mineur(e)s sont particulièrement menacé(e)s par la pauvreté comparé aux autres catégories de

pays, les taux de chômage des jeunes atteignent 40%¹⁶. Même les jeunes les plus diplômés sont très fragilisés sur le marché de l'emploi. Les jeunes des zones rurales subissent tout particulièrement la politique d'austérité menée dans les pays concernés.

Les écarts de richesse et de liberté au sein de l'Union Européenne renforcés par la crise ont causé des déplacements de population. Les personnes profitant de la liberté de circulation pour s'installer dans une région et jouissant d'une meilleure situation économique sont cependant repoussées et exclues, ce qui ne correspond pas aux valeurs de la communauté européenne. La liberté de circulation apparaît pour certains comme une menace à laquelle la xénophobie et le nationalisme sont la réponse.

Parallèlement, on peut constater que les causes de la crise qui touche durablement l'Europe n'ont pas été suffisamment combattues. Une nouvelle crise reste possible. La taxe sur les transactions financières qui nous a été promise s'est jusque là toujours heurtée aux divergences d'opinion entre les Etats membres.

Même si l'Union Européenne dispose d'un marché économique et de l'emploi commun, les contributions sociales sont toujours déterminées nationalement et il n'existe aucun standard commun sur le plan de la sécurité sociale, des indemnisations chômage et des pensions de retraite. C'est la raison pour laquelle une égalité des chances pour tous les habitant(e)s en Europe est aujourd'hui irréalisable. L'Union Européenne est une union économique sans être une union sociale.

Nous estimons :

La politique européenne a tout misé sur le libre marché et la libre circulation des capitaux sans créer un cadre adéquat ni se soucier, à temps, des taux d'endettement des Etats. C'est pourquoi la crise économique et financière dure encore en Europe. Cette politique et ses conséquences conduisent à une perte de confiance des citoyen(ne)s dans les institutions européennes.

L'Union Européenne doit devenir plus sociale et plus juste. Nous devons déplacer les débats de la sphère économique et financière vers les questions sociales. Les individus doivent être remis au centre du projet européen et bénéficier des mêmes droits et des mêmes chances dans tous les pays et toutes les régions d'Europe. Au nom de la solidarité européenne, l'UE doit veiller à ce que chaque citoyen(ne) puisse profiter de ses avancées. En même temps, les lois européennes ne doivent pas restreindre la diversité culturelle en Europe.

Un marché économique et de l'emploi commun repose également repose également sur une responsabilité sociale commune. Les droits fondamentaux de l'Union Européenne doivent devenir réalité par des mesures sociales adaptées. Pour permettre le vivre-ensemble et la solidarité européenne, des standards européens d'assurance maladie, de pensions de retraite et d'indemnisations chômage sont indispensables. Pour cela, nous pouvons développer un système européen qui s'inspirerait des nombreux systèmes nationaux et permettrait la convergence des niveaux de vie et une protection sociale à tous les âges.

Le développement d'un système de solidarité financière entre les différentes régions est également nécessaire. Pour assurer le fonctionnement d'un fédéralisme budgétaire, il faut aller vers des impôts européens – comme par exemple une taxe sur les transactions financières ou une TVA européenne.

Le chômage durable et de longue durée des jeunes est aussi à prendre en compte : outre ses conséquences économiques fatales, il laisse la voie libre aux populistes et à leurs solutions

population – cela concerne environ 25 millions d'enfants et d'adolescents en 2015
(<http://www.handelsblatt.com/politik/international/eurostat-zahlen- fast-jeder- vierte-eu- buerger-ist-von-armut- bedroht/14699826.html>).

¹⁶ En 2016 le taux de chômage des jeunes entre 15 et 24 ans en Grèce était de 44,2%, 42,9% en Espagne et 40,1% en Italie, alors que la moyenne européenne se situe à 18,6% (<https://de.statista.com/statistik/daten/studie/74795/umfrage/jugendarbeitslosigkeit-in-europa/>).

simplistes et fait vaciller la confiance des jeunes en les institutions démocratiques et en la construction européenne. C'est pourquoi nous devons considérer les taux de chômage très élevés des jeunes, dus à la crise économique, comme un problème européen et les combattre en tant que tel. La mise en place de la garantie pour la jeunesse¹⁷ peut ainsi ouvrir des portes en offrant un emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage ou un stage. Ce sont précisément les jeunes des pays les plus touchés par la crise qui doivent pouvoir profiter d'une Europe unie !

C'est pourquoi nous demandons :

- Une réorientation sociale de l'Europe par la conclusion d'un contrat européen qui engage l'Europe et proclame les bases d'un Etat social en fixant des standards sociaux communs,
- Un agenda européen porté par les Etats membres qui vise la convergence des conditions de vie et comporte des mesures contre le chômage des jeunes,
- Une politique budgétaire européenne basée sur les besoins des régions et qui organise une juste répartition entre les régions plus ou moins fortes économiquement. Par exemple, la consolidation et la simplification du programme LEADER qui a pour but la compensation entre les régions du centre et celle de la périphérie et le soutien aux zones rurales,
- Un soutien financier juste aux communes qui prennent en compte les fluctuations de population et qui leur permettent de mettre en place des conditions de vie satisfaisantes et notamment l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivant(e)s,
- La mise en œuvre et l'extension de la garantie pour la jeunesse pour tous les jeunes de moins de 30 ans afin qu'ils puissent bénéficier d'une offre d'emploi de qualité, d'une formation continue, d'un apprentissage, ou d'un stage dans les deux mois qui suivent la perte de leur emploi ou la fin de leurs études¹⁸ et
- La mise en place d'un impôt sur les transactions (actions, emprunts, devises et produits dérivés) pour freiner les spéculations à court terme et éviter une nouvelle crise financière.

NOUS VOULONS UNE EUROPE PERCEPTIBLE !

Nous constatons :

Depuis 2009 et la crise financière et monétaire, l'Union Européenne et ses Etats membres semblent être constamment en état de crise. Les avancées du projet européen sont masquées par les niveaux croissants d'endettement des Etats membres et l'instabilité de l'Euro comme monnaie unique, les questions posées par la crise migratoire, les divergences d'opinion au Conseil Européen en ce qui concerne la politique extérieure et de sécurité ou encore la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne. L'Union Européenne est le bouc émissaire des gouvernements des Etats membres alors que ce sont eux qui co-décident au sein du Conseil Européen. Ils cherchent ainsi à reporter leur propre échec sur l'Union Européenne et font le jeu des populistes au lieu de diffuser l'enthousiasme pour le projet européen. Enfin, les questions européennes sont traitées par les médias uniquement nationalement sans perspective européenne.

Bien que l'Union Européenne joue un rôle important dans la vie des citoyen(ne)s, il est difficile d'en faire l'expérience : à l'école, seul un savoir théorique nous est transmis, les possibilités de partir à la rencontre d'autres cultures et peuples en Europe sont rares, peu connues ou ne sont pas accessibles à tous les jeunes pour des raisons sociales et financières. Particulièrement pour

¹⁷ La garantie pour la jeunesse est un engagement pris par l'ensemble des pays de l'UE (<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1079&langId=fr>).

¹⁸ La garantie pour la jeunesse existe déjà (voir note de bas de page n° 16) cependant le délai dans lequel le droit à une offre d'emploi de qualité, une formation continue, un apprentissage, ou un stage devrait être réduit de quatre à deux mois.

les organisations de jeunes l'accès aux programmes européens, par exemple pour financer des visites d'études des institutions, est difficile car nos méthodes de travail ne correspondent pas aux exigences ou car les dossiers de demandes de financement sont très compliqués.

Nous estimons :

A un moment où la question européenne est monopolisée par les populistes et où beaucoup de citoyen(ne)s n'associent l'UE qu'avec les crises, les divergences entre Etats membres, la bureaucratie et les revendications de sortie de la zone euro voire de l'UE entière, l'enthousiasme originel pour le projet européen de construction de la paix ne suffit plus. Plus que jamais, il faut souligner les avancées permises par l'UE, mettre en avant l'importance que joue la politique européenne dans le quotidien et renforcer le sentiment d'appartenance et d'identification à l'UE. Pour penser européen, il nous faut une information européenne. Sur ce point, une nouvelle forme d'information et de communication doit être mise en place.

Vivre ensemble en Europe représente plus qu'une bataille de décisions politiques. La jeune génération a besoin d'un projet commun comme l'ont été la reconstruction économique et la garantie de la paix après la deuxième guerre mondiale, l'ouverture des frontières intérieures ou l'introduction d'une monnaie commune. Pour renforcer le sentiment d'appartenance à l'UE nous avons besoin de plus de lieux de rencontre et d'échange entre jeunes, jeunes professionnel(le)s, jeunes en service civique car ils contribuent à la compréhension mutuelle et à l'émergence d'une identité européenne, supranationale. Pour cela, les organisations de jeunes jouent un rôle central et complémentaire aux échanges dans le cadre de l'école et de l'université.

C'est pourquoi nous demandons :

- La stimulation de la conscience européenne par son inclusion dans les programmes scolaires, ainsi qu'un aspect pratique comme des projets à l'occasion de la journée de l'Europe,
- Le renforcement du financement des programmes d'apprentissage des langues étrangères en dehors du cadre de scolaire pour les jeunes,
- L'extension du financement des partenariats scolaires mais aussi des voyages scolaires et extra-scolaires dans d'autres pays européens et, en particulier, des visites des institutions européennes,
- Un soutien plus important pour les échanges et événements rassemblant les jeunes, jeunes professionnel(le)s, jeunes en service civique et d'événements pour les jeunes¹⁹,
- Un pass interrail gratuit pour tous les jeunes en Europe afin qu'ils puissent vivre l'idéal européen et aller au contact d'autres cultures, indépendamment de leurs possibilités financières et leur environnement social,
- La mise en place d'un média public européen et multi-lingue complémentaire des medias nationaux contribuant à une presse et un espace public supranationaux.

NOUS VOULONS UNE EUROPE JEUNE !

Nous constatons :

Les intérêts des jeunes sont trop peu pris en compte par les politiques européennes. Pourtant ce sont justement les jeunes pour qui l'idée européenne va de soi et qui ne peuvent imaginer un retour aux Etats nationaux. Il n'y a que peu de possibilités pour les jeunes de s'investir pleinement et efficacement dans l'Union Européenne. Lors du European Youth Event (EYE)²⁰ par exemple, de jeunes européens peuvent entrer directement en contact avec des

¹⁹ Cette mesure peut être prise en facilitant l'accès à un financement Erasmus+ ainsi qu'en augmentant l'enveloppe de ce programme.

²⁰ Lors du European Youth Event, de jeunes Européen(ne)s peuvent découvrir l'Union Européenne, ses institutions, rencontrer des responsables politiques et échanger des idées pour l'Europe. C'est une chance unique de se faire entendre.

représentant(e)s de l'UE mais il n'est pas possible de participer directement aux processus politiques.

Les organisations de jeunesse, dans lesquelles se rejoignent des jeunes engagé(e)s, pour représenter leurs intérêts sont peu visibles au niveau européen. Beaucoup d'entre elles font parties de fédérations européennes dont les capacités financières et de personnel sont limitées. De plus, les obstacles pour accéder aux fonds européens de financement sont élevés. L'échelon européen du KLJB, le MIJARC (Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique) est présent à Bruxelles et n'est pas associé à des processus de décisions européens. Le Forum Européen de la Jeunesse, démocratiquement légitime car étant le regroupement des conseils nationaux de la Jeunesse et d'organisations de jeunesse, est, lui aussi, trop peu souvent associé dans l'UE.

Nous estimons :

Les possibilités de participation des jeunes au niveau européen sont limitées. Pour nous, il est clair que l'Europe ne peut fonctionner que si les jeunes y sont associés. C'est la seule solution pour que les attentes des jeunes et les conséquences pour les générations futures soient prises en compte.

C'est pourquoi nous souhaitons pour le futur que, d'une part, les possibilités de participation soient étendues, que leurs résultats se reflètent dans les politiques européennes et qu'il soit possible pour plus de jeunes d'y prendre part. D'autre part, il nous semble central que l'Europe soit pensée de la perspective des jeunes et que celle-ci soient prise en compte pour toute les décisions, ce qui est encore trop peu le cas aujourd'hui. Précisément pour réfléchir à l'avenir de l'Europe, les jeunes doivent pouvoir faire entendre leur voix. Les responsables politiques européens doivent prendre au sérieux les questions et les besoins des jeunes pour que l'intégration européenne puisse à nouveau compter sur une vaste acceptation par les populations européennes dans le futur.

Les organisations de jeunesse européennes qui, comme le MIJARC, fonctionnent principalement sur la base du volontariat, peuvent assumer un rôle intermédiaire important. Comme organisations autogérées et démocratiques, elles peuvent porter les intérêts des jeunes jusqu'à l'échelon européen. Dans ce but, l'Union Européenne doit les reconnaître et les associer. De plus, elle doit offrir un cadre et des financements qui permettront à des organisations de jeunesse européennes fortes de faire les jeunes se rencontrer dans l'espace européen.

C'est pourquoi nous demandons :

- L'abaissement de l'âge du droit de vote à 14 ans²¹ pour les élections du Parlement Européen ainsi que l'accompagnement de cette mesure par une éducation civique et citoyenne adaptée,
- L'audition du Forum Européen de la Jeunesse par le Parlement Européen avant les prises de décision et l'association de la perspective des jeunes dans la législation européenne,
- Le développement de la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse²² afin de prendre en compte la réalité des conditions de vie de beaucoup de jeunes et de jeunes adultes, par exemple ceux qui sont d'entrée exclu(e)s d'une participation active à la société par le chômage auquel ils font face et
- Afin d'établir de nouvelles formes de réelle participation des jeunes, intégrées dans les processus politiques,

²¹ Le Forum Allemand de la Jeunesse se prononce également pour la baisse de l'âge du droit de vote à 14 ans pour les élections communales, régionales, nationales et européennes (https://www.dbjr.de/fileadmin/user_upload/pdf-dateien/Positionen/2006/2006_DBJR-Beschluss_Wahlalter2.pdf).

²² La stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse couvre les années 2010-2018 et vise à créer davantage de possibilités et instaurer l'égalité des chances pour tous les jeunes dans l'enseignement et sur le marché du travail ainsi qu'à encourager les jeunes à participer activement à la société (https://ec.europa.eu/youth/policy/youth-strategy_fr).

- Une meilleure reconnaissance de la contribution des organisations de jeunesse et de leurs fédérations européennes à l'Europe de demain et la traduction de cette reconnaissance par l'amélioration des programmes de soutien et de financement ainsi que la simplification des procédures administratives de ces programmes.

NOTRE CONTRIBUTION

Pour nous jeunes et jeunes adultes qui avons grandi dans une Europe unie, l'Union Européenne est une évidence dans nos vies. Il va de soi que les populations européennes vivent depuis 60 ans sur un continent pacifié. Aucune génération avant nous n'a autant vécu l'Europe. Nous sommes convaincus que la poursuite du processus d'intégration d'une Europe pacifiée et démocratique assure un futur sûr pour nous et pour les générations suivantes.

Nous, membres du KLJB, nous faisons un devoir de continuer de nous engager pour l'Europe et l'idée européenne. Précisément dans le contexte actuel nous voulons et nous devons nous engager plus que jamais. Nous devons nous poser la question de pourquoi les populistes sont aussi forts. Nous devons, ensemble avec les autres organisations et associations, montrer que les responsables politiques peuvent compter sur une société civile forte et des structures stables.

L'Union Européenne a été fondée sur les valeurs partagées de dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, d'Etat de droit et de protection des droits de l'Homme. Nous devons activement défendre ces valeurs. La paix, la solidarité, l'ouverture, la diversité, la participation politique et l'innovation nous font aller de l'avant – les frontières, les solutions nationales, les conflits, le racisme et la haine de l'Autre ne sont pas des réponses aux problèmes de notre temps et de notre génération. Nous, jeunes et jeunes adultes, ne nous laissons pas guider par la peur et le nationalisme. Nous nous positionnons clairement contre l'extrémisme²³ et pour une société plurielle²⁴.

Nous sommes convaincus qu'un retour à des pratiques uniquement guidées par l'intérêt national est un non-sens sur les plans politique, sociétal et économique. Les défis globaux tels que le changement climatique, la croissance démographique, l'augmentation des prix énergétiques et alimentaires, le manque de régulation financière ou encore le maintien de la paix doivent être discutés et traités dans un contexte supranational et collectif. Pour cela, l'Union Européenne offre des possibilités, encore insuffisantes, mais nettement plus efficaces que n'importe quel Etat ne pourrait avoir seul.

En tant qu'organisation catholique de jeunesse, nous pouvons, dans le cadre de nos activités, contribuer à la convergence de l'Europe et nous engager pour la tolérance et l'unité dans la diversité de l'Union Européenne. Nous contribuons à l'intégration des jeunes et jeunes adultes en leur permettant de plus participer à la société. Nous vivons l'idée européenne au sein du KLJB par des échanges et des rencontres avec d'autres cultures et d'autres peuples : nous nous engageons dans le MIJARC, Mouvement International de Jeunesse Agricole et Rurale Catholique, et regardons au-delà des frontières en organisant avec le MRJC un rassemblement international à l'occasion du Centenaire de la fin de la Première Guerre Mondiale. Nous faisons ainsi vivre l'Europe et la rendons attractive auprès de nombreux jeunes.

C'est pourquoi nous nous positionnons pour une Europe toujours plus pacifique, toujours plus participative et toujours plus démocratique. Nous ne voulons pas que d'autres membres

²³ Dans le cadre du projet « Tacheles! Klare Kante gegen Extremismus » le KLJB s'engage aux côtés de la fédération nationale des jeunes alévis pour une société tolérante, plurielle et ouverte sur le monde ainsi que contre l'extrémisme et l'antisémitisme.

²⁴ Le KLJB avec les autres membres du BDKJ [fédération allemande des jeunes catholiques] mène une action basée sur leur foi commune pour une société ouverte et contre le racisme contre des groupes ciblés : « Zukunftszeit – Gemeinsam für ein buntes Land ! ». Cette action contribue à l'intégration sociale et à l'ouverture sur le monde. Elle doit, de plus, contribuer à ce que les partis d'extrême droite n'accèdent pas aux parlements locaux, régionaux et nationaux.

quittent l'Union ou la zone Euro. Au lieu de cela, nous voulons renforcer la liberté, la solidarité et la justice pour permettre à chacun et chacune de participer à l'Europe. Nous appelons à se risquer à plus d'Europe²⁵ et à une Europe sociale. L'Europe est notre avenir – c'est pourquoi nous voulons achever l'unité dans la diversité.

²⁵ Le Président de la République allemande, Joachim Gauck, appelait dans discours d'investiture et dans son discours fondateur sur l'Europe à se risquer à plus d'Europe (<http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Joachim-Gauck/Reden/2013/02/130222-Europa.html>).